

Grand Entretien avec Michel Fayad – Moyen-Orient : jusqu'où peut aller l'escalade ?

Par /



Le Moyen-Orient traverse une nouvelle phase d'incertitude. Après des mois d'affrontements entre les États-Unis, Israël et l'Iran, les tensions se jouent désormais autant sur le terrain militaire que sur les voies diplomatiques encore ouvertes. Téhéran menace de frapper les intérêts américains dans la région en cas de nouvelles attaques, tandis que plusieurs médiateurs tentent de renouer les fils du dialogue. À cette confrontation s'ajoutent Gaza, le Liban, le Yémen et la question stratégique du détroit d'Ormuz.

Analyste politique et géopolitique, spécialiste du Moyen-Orient et des enjeux énergétiques, Michel Fayad décrypte les rapports de force qui redessinent aujourd'hui la région. Avec lui, *Le Diplomate* fait le point sur l'état du conflit, les nouvelles menaces iraniennes contre les États-Unis, les possibilités d'un retour à la négociation, les risques d'embrasement régional et la place que la France peut encore occuper dans cette recomposition du Moyen-Orient.

Propos recueillis par la Rédaction

Le Diplomate : Après plusieurs mois d'affrontements directs entre Israël, les États-Unis et l'Iran, où en est réellement le conflit aujourd'hui ? Sommes-nous dans une phase de stabilisation précaire ou simplement dans une pause avant une nouvelle séquence militaire ?

Michel Fayad : Ni l'un ni l'autre, au sens habituel. C'est une guerre à intensité variable, pas une trêve.

Depuis le 28 février, le schéma n'a pas changé : frappe israélo-américaine contre le programme nucléaire et le sommet du régime (mort d'Ali Khamenei, avènement de Mojtaba), riposte iranienne sur Israël, les bases américaines du Golfe et le commerce mondial par Ormuz. Le 17 juin, un mémorandum a été conclu à Islamabad, avec le Pakistan, Oman et la Suisse en appui. Il prévoyait l'arrêt des opérations « sur tous les fronts, y compris au Liban », un passage commercial sans péage pendant soixante jours, un déminage à la charge de l'Iran, puis une négociation plus large. Ce cadre a été éventré : attaques de pétroliers, frappes américaines, missiles et engins sans pilote iraniens sur des installations du Golfe.

Ce n'est pas une stabilisation. C'est une suspension tactique sous contrainte énergétique, avec les élections législatives américaines de novembre en toile de fond. Trump s'est dit disposé à voir Pezeckian à New York, tout en brandissant publiquement des options extrêmement dures. Hier, à la tribune, il a opposé un arrangement à « l'anéantissement ». Ce n'est pas la fin de la guerre. C'est une tentative de la doser.

Les responsables militaires iraniens menacent désormais de frapper les bases et les intérêts américains dans toute la région en cas de nouvelles attaques. Faut-il prendre ces avertissements comme la préparation d'une riposte de grande ampleur ou comme une stratégie de dissuasion destinée à peser sur Washington ?

Les deux. Il faut les prendre au sérieux, sans les croire sur parole.

Le quartier général Khatam al-Anbiya a parlé d'attaques « continues, efficaces et douloureuses » contre les bases et intérêts américains en cas de nouvelle campagne, et a prévenu que les États de la région qui la faciliteraient seraient traités comme parties au conflit. Hossein Mohebbi, porte-parole des Gardiens, a ajouté que « la guerre n'est pas finie » et que, en cas de nouvelle attaque, l'Iran changerait « la géographie de la guerre », les armes et les cibles.

C'est le langage de la dissuasion. Ce n'est plus du bluff de cabinet. Le rapport de l'inspecteur général du Pentagone, sur les premiers mois, décrit des frappes iraniennes ayant endommagé ou détruit des centaines de bâtiments sur des bases au Koweït, à Bahreïn, au Qatar, aux Émirats, en Arabie saoudite, en Irak, à Oman et en Jordanie, ainsi que des dizaines d'aéronefs américains. Les installations fixes du Golfe ont montré leur vulnérabilité.

La logique du régime est claire : après avoir perdu une partie de son outil nucléaire et son Guide, Ormuz et la menace sur les bases américaines sont ce qui reste. Dissuasion, donc. Mais une dissuasion déjà éprouvée sur le terrain.

L'Iran a déjà démontré sa capacité à menacer les forces américaines et la circulation maritime dans le Golfe. Jusqu'où Téhéran peut-il pousser cette stratégie sans provoquer précisément l'intervention américaine massive qu'il cherche officiellement à éviter ?

Jusqu'à la ligne où Washington estime qu'Ormuz n'est plus un levier iranien, mais une humiliation stratégique.

Téhéran a un avantage et un plafond. L'avantage : il n'a pas besoin de gagner une guerre navale. Il lui suffit de rendre le détroit trop cher : mines, engins sans pilote, routes conditionnées, tirs choisis. Environ un cinquième du pétrole consommé dans le monde, et une part comparable du gaz naturel liquéfié, passaient par là. Même partiellement fermé, cela frappe l'Europe, l'Asie et le prix à la pompe aux États-Unis. Le plafond : un navire américain majeur, un bilan lourd sur une base, ou une fermeture totale au moment où Washington a besoin d'un succès visible, et la riposte ne sera plus « limitée et précise ».

Le régime le sait. D'où le dosage. Le danger n'est pas seulement le calcul du centre. C'est l'accident, ou un commandement des Pasdaran qui monte en intensité sans coordination complète avec la présidence et les autres centres du pouvoir. Pezeckian n'est pas le chef des forces armées. Lui prêter un feu vert opérationnel serait une erreur.

Des responsables iraniens ont dit ces heures-ci qu'une réouverture sous sept jours était possible si Washington relâche la pression militaire et le blocus des ports. C'est une offre datée, pas un désarmement. Le commandement central américain, de son côté, affirme que le blocus a renvoyé plus d'une centaine de navires liés à l'Iran, que les passes

principales sont déminées et que plus de deux mille transits commerciaux ont été protégés. Les deux récits peuvent être partiellement vrais en même temps : le détroit n'est plus un passage normal, et il n'est plus tout à fait fermé.

Malgré cette escalade, Donald Trump se dit disposé à rencontrer Massoud Pezeshkian et plusieurs médiateurs tentent de relancer les discussions. Existe-t-il encore selon vous une véritable possibilité de négociation, et sur quelles concessions Washington et Téhéran pourraient-ils aujourd'hui trouver un compromis ?

Une rencontre à l'ONU est possible. Un accord n'est pas la même chose.

Pezechkian doit s'exprimer ce mercredi à l'Assemblée générale. Washington a autorisé sa venue et celle d'Araghchi, tout en refusant une partie de la délégation, notamment l'équipe de communication. Hier, Trump a confirmé que ses émissaires (Steve Witkoff et Jared Kushner) avaient vu la partie iranienne. Téhéran a surtout notifié ses conditions pour Ormuz : levée immédiate du blocus naval, paiement immédiat de l'ensemble des avoirs gelés, fin de la guerre « sur tous les fronts de la résistance ». Sur les avoirs, le chiffre le plus récemment avancé par Pezechkian lui-même, en juin, était de 6 milliards de dollars sur 12 milliards détenus au Qatar : pas un montant unique et actuel de 24 milliards.

Le vrai obstacle n'est pas la photographie. C'est qui parle pour l'Iran. Pezechkian ne commande ni les Gardiens, ni Ormuz, ni les milices. Un accord qui laisse intact le réseau d'auxiliaires et un droit de regard sur le détroit n'est pas un règlement. Un accord qui exige la liberté de navigation sans conditions et la fin du système de milices sera lu à Téhéran comme une capitulation.

Des fuites de septembre ont déjà montré qu'une faction liée à d'anciens services avait pu frapper des navires en juillet à l'insu d'une partie du sommet civil. Tant que cette faille existe, New York peut produire une phrase, pas une architecture.

Le compromis concevable, étroit : un corridor maritime temporaire, un gel des frappes sur les infrastructures énergétiques, une discussion sur une partie des avoirs. Le nucléaire et les milices resteront le nœud. Sans cela, New York sera un théâtre, pas une issue.

Le conflit ne se limite plus à l'Iran : les Houthis ont de nouveau frappé l'Arabie saoudite, Gaza reste un foyer majeur de crise et les équilibres libanais demeurent fragiles. Existe-t-il encore plusieurs conflits distincts au Moyen-Orient ou sommes-nous désormais face à une seule confrontation régionale dont les différents fronts sont interdépendants ?

Une architecture iranienne commune, plusieurs thermostats.

Le soutien de Téhéran aux Houthis et au Hezbollah est établi : armes, savoir-faire, financement, doctrine. Cela crée une capacité d'embrasement régional. Cela ne prouve

pas qu'un bouton rouge à Téhéran déclenche chaque missile.

Ces jours-ci, l'Arabie saoudite a relancé à débit réduit son oléoduc Est-Ouest vers Yanbu, après des attaques d'engins sans pilote qui l'avaient arrêté. Les Houthis ont repris pied sur la côte de la mer Rouge. Ils ne sont plus seulement un acteur « anti-israélien » : ils sont redevenus une menace directe pour Riyad et pour Bab el-Mandeb.

Au Liban, le cadre de juin prévoyait des zones pilotes sous contrôle de l'armée libanaise et liait le retrait israélien au traitement de la menace du Hezbollah. Celui-ci a rejeté l'accord. Tant que l'arme reste, Israël reste au Sud. C'est un gel armé, pas la paix.

À Gaza, le cessez-le-feu tient formellement depuis octobre 2023, mais la reconstruction reste largement bloquée. Israël exige le désarmement du Hamas ; le Hamas le lie au retrait israélien. Gaza n'est plus dans la guerre totale de 2023-2024. La paix n'y est toujours pas construite.

Donc : un système de capacités partagées, oui. Une seule salle de commande pour chaque coup de feu, non.

La fermeture presque totale du détroit d'Ormuz et les attaques contre les infrastructures énergétiques montrent combien cette guerre peut toucher directement les Européens. L'arme énergétique est-elle devenue pour l'Iran un moyen de pression aussi important que ses capacités militaires ?

Elle est devenue plus importante, précisément parce que l'outil militaire classique et nucléaire a été entamé.

Fermer ou rationner Ormuz, c'est frapper le consommateur européen, l'industriel asiatique et l'électeur américain sans gagner une bataille aérienne. Avant-guerre, environ 3 000 navires empruntaient le détroit chaque mois. Au plus fort de la crise, les données reprises notamment par l'Organisation mondiale du commerce et la Chambre des communes britannique ont montré un effondrement d'environ 95 % du trafic des navires transportant du brut et de 99 % pour ceux transportant du gaz naturel liquéfié. Ce n'est pas la même chose qu'une baisse identique des volumes physiques mondiaux. Mais l'ordre de grandeur suffit : le détroit n'est plus un passage normal.

Pour Téhéran, le baril est une arme de négociation que le missile n'est plus tout à fait. C'est aussi une arme à double tranchant : l'Iran a besoin d'exporter, les États-Unis prennent pour cible ses pétroliers, et chaque semaine de fermeture accélère les projets de contournement qui, à terme, réduisent le levier iranien. D'où l'urgence, côté régime, de monnayer Ormuz maintenant, y compris en parlant de sept jours.

Le cours du Brent tourne encore autour de 98 à 102 dollars. Ce n'est plus le pic de panique. Ce n'est pas non plus un marché apaisé.

Emmanuel Macron rappelle que la France n'a ni choisi ni participé à cette guerre,

tout en cherchant à faciliter la réouverture d'Ormuz et à maintenir des canaux diplomatiques. Paris dispose-t-il encore d'une véritable capacité de médiation entre Washington et Téhéran, ou son influence au Moyen-Orient est-elle devenue trop limitée ?

Une utilité maritime, pas une médiation stratégique.

Macron le dit lui-même : la France n'a ni choisi ni mené cette guerre. À New York, la Haute représentante européenne a vu Araghchi et rappelé qu'il n'y avait pas de péage avant la guerre et qu'il ne doit pas y en avoir après, à Ormuz comme à Bab el-Mandeb. C'est cohérent avec la ligne française depuis l'été : liberté de passage, déminage, rôle d'Oman.

Le problème, c'est que Téhéran a déjà recadré Paris. Fin juin, le vice-ministre Kazem Gharibabadi avait tranché : le déminage d'Ormuz, selon lui, « est effectué par l'Iran et aucun autre pays ». Dès que la France sort du rôle de courtier pour proposer une présence navale, elle devient, aux yeux des Pasdaran, une partie prenante.

Paris peut aider à un corridor, à une rédaction onusienne, à calmer les marchés. Il ne peut pas arbitrer le nucléaire, les milices ni la succession khameneiste. Les messagers utiles restent surtout le Qatar, le Pakistan et Oman. L'influence française n'a pas disparu. Elle n'est plus centrale.

Enfin, comment voyez-vous les prochains mois ? Entre reprise des négociations, nouvelle campagne militaire américaine et extension régionale du conflit, quels sont aujourd'hui les scénarios qu'il faut prendre le plus au sérieux pour comprendre l'avenir du Moyen-Orient ?

Trois.

L'enlissement négocié.

Photo Trump–Pezeckian ou pas, un corridor limité, moins de frappes spectaculaires, un détroit encore dangereux mais davantage fréquenté. Washington gagne du temps. Téhéran présente la survie du régime et le maintien de ses leviers régionaux comme une victoire de résistance.

La reprise militaire.

Si un pétrolier majeur saute, si une base américaine encaisse un bilan lourd, si Israël décide d'agir seul ou avec Washington, ou si Trump juge que son « qu'ils se tiennent bien » n'a pas été entendu. Campagne aérienne élargie, nouvelles frappes sur les Gardiens et l'export pétrolier iranien, risque réel d'extension au Golfe. Les préparatifs israéliens évoqués cette nuit vont dans ce sens, même s'ils relèvent encore du signal.

L'embrasement par les périphéries.

Houthis sur le territoire saoudien et Yanbu, incident grave au Liban malgré le cadre de juin, relance à Gaza si le désarmement du Hamas reste lettre morte. Le centre tient le discours de négociation ; la périphérie fait la guerre.

Le scénario que je ne mets pas en tête : une reconquête américaine d'Ormuz rapide et propre. La géographie, les mines, les engins sans pilote et les bases à portée de missile ont changé l'équation.

Ce qu'il faut regarder d'ici quinze jours n'est pas le communiqué de l'ONU. C'est le nombre de navires qui passent vraiment, le prix du Brent, le sort des compagnies aériennes iraniennes menacées de coupure du système dollar, et si Pezechkian, à New York, dispose réellement de l'autorité nécessaire pour engager les autres centres du pouvoir iranien.

#MENA, #MichelFayad, #ÉtatsUnis, #Iran, #Israël, #ConflitMoyenOrient, #TensionsDiplomatiques, #DétroitDOrmuz, #NégociationsIranÉtatsUnis, #MenacesIraniennes, #Dissuasion, #Géopolitique, #AffrontementsMilitaires, #StratégieÉnergétique, #ConflitRégional, #GuerreÀIntensitéVariable, #Téhéran, #Washington, #Trump, #Pezeshkian, #Ormuz, #Houthis, #Hezbollah, #Gaza, #Liban, #ArabieSaoudite, #Yémen, #ConflitIsraéloIranien, #ConflitIranÉtatsUnis, #ConflitLibanais, #ConflitSaoudien

Le Diplomate

▼ Lire la biographie complète

[Voir tous les articles de cet auteur →](#)